

LES INDISPENSABLES

RÉCITS DE VIE À L'USAGE
DES SANS-ÉTAT D'ÂME

LES INDISPENSABLES

Récits de vie à l'usage des sans-états d'âme

2023



LES INDISPENSABLES

SOMMAIRE

LA POSSIBILITÉ D'UN HORIZON PRÉFACE DE PATRICE BESSAC	7
ALEXIS B. , BOULANGER, 32 ANS	9
MOUSSOMAKAN C. , CAISSIÈRE, 35 ANS	14
PASCALE V. , AIDE-SOIGNANTE, 62 ANS	18
MOUSTAPHA I. , CHAUFFEUR-LIVREUR, 54 ANS	22
SOUAD G. , FEMME DE MÉNAGE, 53 ANS	26
AHMED C. , PEINTRE EN BÂTIMENT, 41 ANS	30
CATHERINE S. , ASSISTANTE D'EXPLOITATION À LA RATP, 52 ANS	34
STÉPHANE R. , JARDINIER CHEF D'ÉQUIPE, 42 ANS	38
KARIM B. , RIPPEUR, 55 ANS	42
SOPHIE X. , ASSISTANTE MATERNELLE, 54 ANS	46
L'AUTEUR, ARNO BERTINA	50



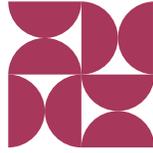
LES INDISPENSABLES

LA POSSIBILITÉ D'UN HORIZON

Parfois des mots, de simples mots, suffisent à donner aux histoires individuelles une valeur et une force universelles. Sous la plume d'Arno Bertina, les récits que vous allez lire, sont l'expression de cette énergie souterraine, cette humanité essentielle qui nous permet, encore, de faire société. Ils sont 10, femmes et hommes, habitant ou travaillant à Montreuil, à avoir accepté de donner de la voix – leur voix – à l'attention de toutes celles et ceux qui, incapables de se représenter une autre vie que la leur, s'apprêtent pourtant à bousiller, pour tout un peuple, la possibilité d'un horizon. 10 femmes et hommes donnant de leur voix pour que celles et ceux qui revendiquent penser, décider et agir « sans état d'âme » à l'instar de la Première ministre, fassent, une fois n'est pas coutume, l'expérience douloureuse du réel et de ses traductions charnelles. À travers ces textes, ni misérabilisme, ni apitoiement mais un condensé d'expérience humaine, de corps et de cœurs en lutte qui vivent le travail aussi comme une condition de leur liberté. Modestes et pourtant si forts. Au combat quotidien contre les fatigues du corps, les cadences, les horaires décalés et une société qui, sciemment, s'acharne à les faire disparaître du débat politique et de sa mise en spectacle médiatique. Trop humains, trop valeureux, trop lucides, trop indispensables elles

et ils représentent, sans doute, pour ce système-là, une incongruité politique et sociale trop forte ; la trace non effacée d'une vie, d'une conscience et d'une éthique ouvrières. L'idéologie libérale n'est pas morte avec la « fin de l'histoire ». Avançant masquée derrière l'évidente (dé)raison des chiffres sans âme, elle continue sa lutte inextinguible contre le monde du travail, « celui qui commence sa journée avec une tête de fin de journée », oubliant que le travail est d'abord une histoire de chair, de sang et d'os ; une histoire de vie ; une histoire humaine au service des humains. Il y a là, comme à travers les dix récits de cet ouvrage, le terme essentiel d'une redéfinition du type de société, de civilisation même, qu'il nous appartient de re-fabriquer d'urgence. La possibilité d'un horizon.

Patrice Bessac
Maire de Montreuil



ALEXIS B., 32 ANS, BOULANGER

« Ces dernières années, beaucoup de personnes ont tenté leur chance dans la boulangerie (elles ont vu un filon dans la mode des pains de toute sorte) ou dans la pâtisserie (leurrées par des émissions de type *Top Chef*). Mais le travail est trop dur, ces idées de reconversion professionnelle se sont fracassées sur la réalité du métier. »

Il suffit d'écouter Alexis détailler ses conditions de travail pour se convaincre qu'être boulanger suppose effectivement une endurance hors norme, chevillée à une motivation particulière. Ayant connu six ou sept employeurs depuis l'obtention de son CAP, Alexis aura fait tous les horaires possibles : de minuit à 8 heures du matin, de 11 heures à 20 heures, de 5 heures à 13 heures, de 10 heures à 18 h 30, de 1 heure à 14 heures ou de 3 heures à 14 heures, souvent six jours sur sept. Puis, certains patrons n'hésitent pas à enfreindre la loi en imposant à celui qui termine à 20 heures de reprendre à 4 heures du matin, ou en le faisant travailler onze jours d'affilée quand la loi exige une pause d'une journée après une séquence de six jours. À cette toupie folle des horaires, qui empêche le corps de s'habi-

tuer à un rythme et au cerveau de trouver ses marques, s'ajoute la valse des lieux quand on travaille pour un employeur qui vous balade d'une boulangerie à une autre : une nuit, il vous demande d'être à Créteil ; le lendemain, il a besoin de vous à Brunoy, et la nuit suivante, il vous affecte à la boulangerie de Villeneuve-Saint-Georges.

Ces horaires de nuit s'expliquent : les premiers pains doivent sortir du four à 5 h 30, pour que les premiers sandwiches soient confectionnés avec des baguettes du jour. Mais le prix à payer est très élevé, et Alexis l'a toujours su. Lorsque, à 16 ans, en alternance, il découvre ces horaires, il ne lui faut pas longtemps pour comprendre qu'il embauche quand ses amis rentrent de boîte de nuit. Quand on a 16, 18 ou 25 ans, le sacrifice n'est pas dérisoire ; on donne au boulot ses meilleures années, on fait une croix sur la possibilité de s'amuser, de vivre une vie qui ne soit pas tout entière polarisée sur le travail. On pousse les limites du corps mais d'une autre manière qu'en dansant ou en faisant l'amour : en portant des sacs de farine de 50 kg quand on en pèse soi-même 50. On y risque ses poignets, ses genoux, son dos, ses vertèbres.

Comment expliquer la persévérance d'Alexis ? Certaines personnes tirent une satisfaction curieuse du fait d'avoir un métier dur – ce serait virilement satisfaisant. Ce n'est pas ce qui réjouit Alexis – lorsqu'il s'explique, son regard s'éclaire : permettre aux autres de se nourrir est assez noble, leur donner du plaisir aussi. Puis le métier suppose une forme de créativité qui ne compte pas pour rien dans sa motivation ; à chaque fois qu'Alexis sera sollicité sur ce plan-là, il acceptera d'en rabattre un peu sur ses exigences salariales. En travaillant pour la boulangerie de Cyril Lignac, par exemple, certain qu'il allait vivre une aventure professionnelle plus consistante que la précédente. Les quatre années passées à travailler pour la Tour d'argent seront aussi passionnantes. Le fameux restaurant parisien désirent créer sa propre boulangerie, tout est à inventer, en se plaçant – qui plus est – au niveau d'excellence attendu par les clients d'un tel lieu.

« Permettre aux autres de se nourrir est assez noble »

Les pains et la pâtisserie faisant partie du patrimoine français, Alexis se disait aussi qu'il pourrait facilement trouver du travail au bout du monde. Le fournil des boulangeries, au sous-sol souvent, n'est donc pas une fatalité, le pétrin peut vous donner accès au vaste monde.

Mais tout se paye, c'est connu. Et le boulot ne serait pas dur s'il n'exigeait pas – à la façon d'une maîtresse jalouse – une exclusivité totale. Lorsque Alexis va se marier et, avoir un premier enfant, il va rapidement être rappelé à l'ordre ; s'il a d'abord cru qu'il était possible de ne plus dormir que trois heures par jour, de manière à concilier vie de famille et vie professionnelle, cette dernière va rapidement l'obliger à faire repasser la vie des siens au second plan. La question de l'épanouissement devient moins évidente. À cela s'ajoute le fait qu'Alexis ait très vite vécu selon un autre rythme ; vacances, chômage ou périodes d'activité, c'est du pareil au même, il se réveille toujours en pleine nuit, vers 4 heures du matin. Habitué à ne pas se défendre contre ça, il se lève, il va courir dans Montreuil jusqu'au moment où son épouse et ses enfants se réveilleront. Il n'a pas 40 ans et son corps est déjà azimuté, installé dans un autre tempo.

Cette fatigue, les congés payés ne la résorbent pas. Les vacances permettent seulement d'en mesurer l'ampleur ; au bout d'une semaine ou deux, on sait à quel point le corps est en vrac, mais rien n'est réparé. Les poignets cassés, le dos toujours sur

le point de lâcher, les épaules et les genoux fichus à force de porter des centaines de kilos de farine... Les tendinites, les inflammations chroniques... On demande alors aux muscles encore un peu vaillants de suppléer la partie du corps qui est mal en point, et on se déséquilibre, on désaxe le squelette... Mais c'est toujours pareil avec les femmes ou les hommes courageux : Alexis serait prêt à sacrifier sa santé si ce n'était pas un cercle vicieux – la fatigue physique débouche très vite sur une fatigue morale.

Que pense-t-il de la réforme des retraites voulue par le gouvernement ? « On tire toujours sur les petits ; ceux qui font des efforts doivent en faire encore plus. C'est sans fin. Jusqu'à présent, mes deux années en alternance comptaient comme des années pleines. Dans la réforme qu'on veut nous imposer, ces huit trimestres d'apprentissage ne sont pas perdus mais je dois les racheter. Je ne suis pas certain de comprendre la différence... » dit-il dans un sourire triste.

On décompte le temps d'entrée des jeunes dans la vie active, et il faudrait encore qu'ils aient envie de ce monde-là, dans lequel des responsables politiques leur font les poches pour leur reprendre ce qui était donné ?

Pendant les confinements liés au Covid, Alexis s'est formé à la comptabilité de façon à créer son propre commerce. Mais, lorsque je lui demande où il en est de ce projet personnel, il me répond du tac au tac qu'il n'est plus d'actualité : « Je ne vais pas ouvrir ma propre boulangerie alors que tous les collègues ferment la leur, étranglés par des factures d'électricité devenues invraisemblables. Ce n'est pas le moment ; dès le premier jour, je serai débiteur et dans l'incapacité de rembourser jamais cette dette, quand bien même la clientèle est au rendez-vous. » Que disait-il, un peu plus tôt ? On tire toujours sur les mêmes ?

*À cette toupie folle des
horaires, qui empêche le
corps de s'habituer
à un rythme et au
cerveau de trouver ses
marques, s'ajoute
la valse des lieux.*



MOUSSOMAKAN C., 35 ANS, CAISSIÈRE

Moussomakan a tout juste 20 ans quand elle quitte Bamako avec son bébé pour rejoindre son mari qui vit en Île-de-France. Mais, très vite, l'homme va les rejeter l'une et l'autre. Une période éprouvante s'ouvre alors, qui verra la jeune femme errer d'hôtel en logement précaire durant sept longues années au cours desquelles elle ne lâchera pas son CDI au Carrefour Market de Montreuil – peu importe, dit-elle, qu'elle ait eu parfois plus d'une heure à faire pour prendre son poste (quand elle était logée aux Pavillons-sous-Bois, par exemple). Moussomakan veut travailler (« Il n'y a que le travail qui paye »), c'est une boussole qui ne variera jamais : « Il faut aller de l'avant. »

Cette obstination lui vient de son père. La jeune femme a grandi au Mali, où elle a étudié aussi, ce qui ne va pas de soi car certains pères ne se soucient pas de voir leurs filles devenir compétentes ou qualifiées. Père de cinq filles, le sien aura eu à cœur de les aider à devenir indépendantes. Ce désir explique en grande partie que Moussomakan ait pu tenir dans les tempêtes qu'elle a eu à traverser. La solitude et une certaine détresse affective ne sont rien en regard de la promesse faite au père d'être

une femme méritante et indépendante. Sans doute la jeune femme aurait-elle pu, en grandissant, s'affranchir un peu de cette pression, mais son père décéda lorsqu'elle avait 12 ans. La piété filiale fit alors des ambitions du père une loi d'airain : Moussomakan serait indépendante.

Aujourd'hui, lorsqu'on interroge la jeune femme, elle dit ne vouloir compter financièrement sur personne. Elle pousse ce désir d'indépendance jusqu'à refuser de compter sur les aides sociales auxquelles elle pourrait prétendre. Elle ne refuse pas d'aider sa mère et trois de ses sœurs (elle envoie chaque mois 100 euros sur les 1 200 qu'elle gagne au Carrefour Market) mais pour elle, non, elle ne veut pas compter sur la solidarité.

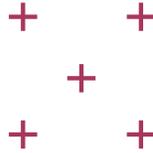
Précisons d'emblée qu'il s'agit de solidarité financière car pour ce qui est de la part affective, au contraire, Moussomakan dit facilement que ses collègues sont une seconde famille. Native de Bamako, on pourrait l'imaginer cherchant le soutien des Maliens de Montreuil, qui sont nombreux. Mais la jeune femme est peut-être une des rares Maliennes à ne pas fréquenter ses compatriotes exilés comme elle. « Moi, mon but, c'est le travail et la maison – il n'y a pas de place pour autre chose. » Le soutien de ses collègues et leur amitié auront été décisifs dans les années de galère et au Carrefour Market, pour supporter les violences faites au corps par les conditions de travail. Il leur est demandé une polyvalence qui pourrait laisser croire que le corps se repose, en quelque sorte, en n'étant pas toujours sollicité de la même façon. Mais, sur chacun de ces postes, le corps est trop sollicité. Qu'il s'agisse des caisses automatiques supposant que la caissière reste debout, des rayons qu'il faut remplir en portant des cartons à longueur de temps, ou des packs de bouteilles d'eau et des barils de lessive qu'il faudrait porter pour chaque client (« Puisque vous venez d'en porter un pour la vieille dame, vous pouvez bien porter le mien aussi ? »)... En travaillant de 9 heures à 15 heures, six jours sur sept – et non pas cinq... le prix à payer est conséquent : ce sont des poignets qui ne tiennent plus, des épaules bloquées.

*La jeune femme est
fière, elle aimerait
rester indépendante.
Jusqu'au bout.*

Elle pourrait avoir recours aux ceintures qui protègent les lombaires, comme plusieurs de ses collègues, mais si elles aident à porter certaines charges, elles gênent aussi pour faire d'autres mouvements. Moussomakan préfère donc se masser les épaules ou les poignets et les chevilles avec des onguents (elle cite la marque Vicks), ou accumuler les bains de pieds, en attendant, chaque soir, que la douleur passe. « Mais je ne sais pas si ce remède marchera jusqu'à la fin... Je ne suis pas certaine que Dieu me donne la force jusqu'au bout. » Voilà ce qu'il faudrait peut-être dire aux tenants de cette réforme des retraites : il se pourrait que Dieu ne soit pas de leur côté, il se pourrait qu'il lâche les salariés plus tôt que d'habitude pour faire dérailler le train du libéralisme qui pressure les individus sans jamais les soutenir dans leurs efforts.

Est-elle simplement trop fragile ? Au contraire, la jeune femme est d'une force qui impressionne. Le fait d'avoir enfin un cadre de vie stable et un CDI, elle ne le reçoit pas comme une invitation à souffler un peu. Elle aimerait reprendre ses études (« L'école, ça finit pas »), parler d'autres langues vivantes pour travailler dans des commerces qui la solliciteront intellectuellement, pour lesquels elle pourrait suivre des cours de marketing.

S'est-elle sentie concernée par la réforme des retraites lorsqu'elle a commencé à en entendre parler, elle qui a 35 ans ? Oui, immédiatement, et par un biais que je trouve émouvant : lorsque Moussomakan répète plusieurs fois par heure que le travail paye, c'est avec l'idée d'une retraite, précisément. Voilà au moins ce que le travail est censé payer, voilà la justice qu'elle imagine ou le retour qu'elle attend de la société, non pas des allocations familiales (elle pourrait prétendre à celles de parent isolé), mais qu'au moins lui soit versé l'équivalent de ce qu'elle aura cotisé pour financer les retraites des autres. Ce qu'elle met dans ce mot de « retraite » ? Assez d'argent pour n'être pas dépendante de sa fille (11 ans à ce jour) comme sa propre mère est dépendante, actuellement (Moussomakan lui adresse chaque mois une centaine d'euros). La jeune femme est fière, elle aimerait rester indépendante. Jusqu'au bout.



PASCALE V., 62 ANS, AIDE-SOIGNANTE

Le regard pétillant de Pascale pourrait détourner l'attention de sa démarche hésitante, mais ce n'est pas le cas. En la regardant s'avancer, on la devine relevant d'une opération, et c'est bien ça. Il y a deux ans, Pascale a glissé sur des feuilles mortes trempées de pluie, mais elle est tout de même allée prendre son poste à l'hôpital de Montreuil, où elle est aide-soignante depuis près de quarante ans. Ce sont ses collègues qui vont insister pour qu'elle aille faire une radio de contrôle. Si elle avait travaillé au sein d'une autre structure, il faut imaginer que Pascale n'aurait pas trouvé le temps de s'occuper d'elle-même, mais étant déjà dans l'hôpital, elle s'est laissée convaincre. Au médecin qui va ensuite lui apprendre qu'elle s'est fracturée la malléole, elle fera cette réponse d'anthologie « Impossible, puisque je marche. » Pascale, aujourd'hui : « La puissance du déni, c'est fou ! » Pourquoi niait-elle ? Parce que, comme beaucoup de monde, Pascale se fait un devoir d'être à son poste. Ses collègues comptent sur elle, et les patients aussi. Scrupuleuse, elle sera sidérée d'apprendre qu'une fracture de la malléole suppose une opération et un arrêt de travail pouvant aller jusqu'à dix ou douze mois. Ce qui se comprend aisément puisqu'une aide-

soignante ou une infirmière passe sa journée debout, à soigner ou à se déplacer pour prendre en charge les malades.

Rien de plaisant, à ses yeux, dans cet arrêt qui s'imposait à elle et qui changeait complètement l'allure des deux dernières années de sa vie professionnelle. Rien de plaisant, non. Pascale voulait réussir sa sortie, après avoir toujours été au service des autres, sans faillir à sa mission. « Je n'ai jamais pris ma santé en compte, j'allais travailler malgré la fièvre ou les douleurs. »

C'est en 1978 qu'elle commence sa vie professionnelle, en travaillant pour une usine de boutons, à Montreuil déjà. Un peu de secrétariat pour différentes entreprises et, en 1983, elle entre à l'hôpital de Montreuil, comme agent de service hospitalier (ASH), pour faire le ménage du service d'hémodialyse. Passionnée par ce qu'elle découvre, heureuse d'être utile, Pascale passe le concours des aides-soignantes. À compter de 1985, l'ancienne employée va passer de service en service, au gré des opportunités ou en fonction de ce qui s'impose à elle : en chirurgie, en gériatrie, dans le service des soins de suite, en gynécologie, au sein de la maternité et de nouveau en hémodialyse.

Peut-être serait-elle restée en chirurgie, si les horaires n'avaient été si accaparants : « On pouvait commencer à 6 h 30 ou finir à 21 h 30. Mais quand j'arrivais à 21 h 30 chez la nourrice pour reprendre mon garçon, je le réveillais, son sommeil était cassé et il était très difficile ensuite, une fois à la maison, d'obtenir qu'il se rendorme. Par conséquent, je ne pouvais me reposer. J'ai donc demandé à passer en travail de nuit, pour pouvoir m'occuper mieux de mon garçon. J'ai alors commencé à travailler en gériatrie. J'embauchais à 21 heures et je quittais l'hôpital à 7 heures du matin. Le surnom du service était "le Bagne". » Le travail était dur. Les personnes âgées hospitalisées en gériatrie sont souvent en grande détresse : elles peuvent ne plus être autonomes, ne plus être propres, elles peuvent errer dans les couloirs, s'enfuir. La démence ou la sénilité, on doit s'y confronter. « C'était très dur mais je n'aimais pas ce surnom, le Bagne. Je

me sentais utile, et on ne se sent pas utile quand on est au bain. Bref, ça disait bien, sans doute, la dureté du travail. »

Ce que Pascale serait prête à passer sous le tapis, ce sont les à-côtés. À compter de l'année où elle travaille de nuit, son fils dort chez sa nièce, à dix minutes de chez elle (en voiture). Lorsqu'elle sortait de l'hôpital, elle allait le récupérer pour lui donner son petit déjeuner chez eux, et l'habiller puis l'amener à l'école. Une fois rentrée, elle pouvait enfin se coucher. Et récupérer de sa nuit et de sa matinée? Non. La cantine de l'école étant trop chère, elle se réveillait à midi pour aller chercher son fils, lui faire à déjeuner, avant de le ramener pour les cours de l'après-midi. Elle pouvait ensuite dormir à nouveau deux heures et quelques, avant de retourner à l'école le chercher, etc.

Pendant une quinzaine d'années, ce sera la vie de Pascale. Il n'est pas nécessaire d'avoir un QI supérieur ou un grand cœur pour comprendre à quel point elle aura été épuisante, cette tranche de vie. En 2015, parce que son fils a 14 ans, elle peut renoncer aux horaires de nuit, et c'est pour elle un soulagement : « J'étais épuisée, mon corps et mon cerveau ne comprenaient plus rien à ce que je leur demandais. Il m'a fallu six mois pour réussir à dormir six heures d'affilée sans me réveiller. J'ai aussi pu retrouver mes proches – le travail de nuit désocialise beaucoup. »

Depuis quelques années, Pascale travaille à nouveau au sein du service d'hémodialyse. Mais ce n'est plus le service qu'elle a connu, l'ambiance n'est plus la même. Les jeunes sont moins solidaires de leurs collègues, ils s'en tiennent aux horaires qu'ils doivent faire. À Pascale, pointant cette différence (entre sa génération et la leur), un proche répondra : « Vous acceptiez d'être des esclaves, nous, ce n'est pas notre cas! » Cette réponse brutale contient peut-être une part de vérité, mais comment ne pas entendre aussi, dans ce qui différencie ces deux générations, l'œuvre des politiques néolibérales qui, depuis plus de vingt ans, dressent les individus les uns contre les autres – par la pensée (en insistant sur l'idée de compétition de tous contre tous), mais aussi par la précarisation de tous, laquelle amène à se concentrer sur sa propre survie, aux dépens

*« Dans ces conditions,
les jeunes générations
seront épuisées plus tôt. »*

ou au mépris de l'écosystème humain dans lequel on est inséré... Cette dimension humaine est ce qui aura permis à l'aide-soignante de tenir, en aimant son travail. Le salaire (bas) était un peu compensé par ces satisfactions humaines. Et ce n'est évidemment pas la faute de la jeune génération, mais celle des politiques publiques qui pressurent les équipes, retirant ici et là des postes. « Nous étions trois aides-soignantes et deux ASH ; nous ne sommes plus que trois. Deux postes ont disparu sans que le nombre de patients ait changé. Un détail révélateur : un médecin a surnommé le service "la Gare de triage". Dans ces conditions, les jeunes générations seront épuisées plus tôt que nous, c'est inquiétant. J'ai tendance à déconseiller le métier... »

Je l'ai dit, Pascale est désolée de terminer sur un arrêt maladie, une carrière qu'elle a aimée. Depuis quelques mois, elle demande à l'hôpital un mi-temps thérapeutique, mais ses demandes restent sans réponse. Elle voudrait arriver à son compte de trimestres en travaillant, et non en étant prisonnière de ce repos qui n'a rien de reposant. Elle ne se sent pas capable de continuer au-delà de son compte de trimestres, loin de là, mais elle se désole de constater à quel point le système est maltraitant. Ses collègues l'appellent régulièrement, des patients ont aussi pris de ses nouvelles – ce qui dit quelque chose de précieux –, mais l'administration n'a pas à cœur de permettre que sa fin de carrière ressemble aux quarante années passées, au cours desquelles elle se sera montrée valeureuse, méritante, concernée. Qui prendra soin des soignants ?



MOUSTAPHA I., 54 ANS, CHAUFFEUR-LIVREUR

Moustapha a l'allure d'un boxeur qui aurait rangé les gants il y a longtemps, avec cette discrétion et cette réserve typiques de ceux qui n'ont pas besoin d'en faire beaucoup pour s'imposer. Il n'est pas expansif, il laisse les détails et les silences parler pour lui. Est-il un enfant de Montreuil ? Non, il a passé les trois premières années de sa vie à Boulogne, son père travaillant pour la régie Renault sur le site de l'île Seguin. Et ensuite ? Montreuil ? « Oui. » On devine une jeunesse chahuteuse, mais il ne confirme pas, et se contente de raconter que son père lui répétait : « Tu perds du temps, tu perds du temps ! » « Il me pressait d'entrer dans la vie active pour que je n'ai pas à travailler jusqu'à un certain âge. Il pensait à ma retraite, et cherchait à m'alerter. »

Moustapha est donc montreuillois depuis plus de cinquante ans. Une parenthèse au moins, lors du service militaire, qu'il effectuera à Montlhéry dans l'infanterie. « J'ai conduit des chars. C'est une sensation dingue, rien ne peut t'arrêter. » Un regret concernant l'armée : « J'aurais dû m'engager ; à l'heure qu'il est, je serais à la retraite, ce serait réglé », dit-il en souriant. Si son BEP d'électromécanicien lui a permis de découvrir le monde

du travail avant de partir pour l'armée, le permis poids lourd avec lequel il en revient va lui permettre de se réinventer. Embauché par un transporteur, il va travailler « dans le frais ». Levé à 2 h 30 pour être à Rungis à 3 h 30 et charger son camion, il livre des surgelés aux cantines et aux restaurants qui ont passé commande. À chaque fois, il doit entrer dans des congélateurs, dont la température est réglée à - 27° C ; en sortir des rolls qui peuvent peser entre 50 et 200 kg ; les manipuler et les hisser sur les trottoirs sans se blesser. (Le restaurateur aidera ou non, c'est selon. « Vous comprenez, je ne veux pas me faire un tour de reins. »)

Deux cents kilomètres et neuf heures plus tard, il est de retour chez lui. Une sieste d'une heure, le dîner avec les enfants et il se couche à 22 heures (pour se relever, donc, à 2 heures). Sommeil haché peu reposant, c'est évident. Les muscles et le squelette ne se reposent pas.

Moustapha travaillera ainsi pour plusieurs transporteurs, livrant des sacs de 50 kg de farine aux boulangers ou des fûts de 50 litres aux cafés et aux brasseries. « La norme a changé en 2013, passant de 50 à 30 litres, mais peu importe, tu vois un homme porter ça, à 64 ans ?! »

De fait, il n'est pas nécessaire d'avoir plus de 60 ans pour qu'un tel poids pose des problèmes au corps humain. En 2006, Moustapha est arrêté trois mois, le temps que son squelette se rétablisse. Dans la foulée, il demande à son employeur de financer une certification qui lui permettrait de piloter des grues (pour n'avoir plus à porter). Son patron refusant, Moustapha démissionne et s'inscrit à l'ANPE. L'ancêtre de Pôle emploi lui proposant de financer son Caces R490 (pour l'utilisation de grues de chargement), le chauffeur de poids lourd devient grutier. Il faut parvenir à grimper, ce qui s'apparente, dit-il, à de l'escalade (« un individu de 64 ans ne pourrait pas le faire ») mais le métier lui plaît.

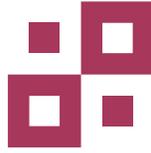
Ou s'il ne lui plaît pas plus que cela, en tout cas Moustapha n'est pas pressé de ne plus bosser. Il ne se dit même pas choqué

*«Faut avoir
des moyens pour partir
en retraite,
ce n'est pas donné
à tout le monde»*

par la réforme du gouvernement, dont il dit avoir entendu certains arguments. «Je suis prêt à travailler comme les sénateurs au-delà de 70 ans... si on me donne un travail de sénateur et les fauteuils en velours du Sénat.» Redoutant l'inactivité, l'homme se verrait travailler, semble-t-il, au-delà de 60 ans, «mais sur des postes adaptés, où le corps compterait moins que l'expérience qu'(il) a». Ayant côtoyé des collègues dont le corps était complètement cassé («ils marchaient comme des bossus»), Moustapha sait que tout le monde n'encaisse pas de la même façon. AES sur deux écoles différentes, sa femme ne tient pas à continuer au-delà de l'âge légal, fatiguée par les enfants souvent en difficulté qu'elle accompagne au quotidien. Il comprend donc que des gens aient besoin de prendre leur retraite à partir d'un certain âge, il comprend aussi les manifestations et ceux qui s'opposent à cette réforme. Ce qu'il demande: qu'il soit possible de continuer de travailler au-delà des limites fixées.

Je suis intrigué: Moustapha est-il du genre à se tenir à l'écart de la société et des combats de ses contemporains? Ce n'est pas ça, ou pas exactement. L'homme souligne l'écart considérable entre un salaire et certaines pensions de retraite. Le manque à gagner est souvent terrible – surtout pour les carrières qui ont

été ponctuées par des périodes de chômage ou les naissances d'enfants. Or, quand on a été toute sa vie dans une situation plus ou moins précaire, sans patrimoine sur quoi s'appuyer, on est, à 60 ans, encore locataire de son logement. Le loyer et les autres frais fixes restent les mêmes quand, du jour au lendemain, on ne touche plus qu'une pension de 900 ou 1 000 euros. « On est alors hypercontraint, tenu. Même pour la nourriture, il faut se mettre à faire attention. Alors les vacances, on n'en parle même pas! Faut avoir des moyens pour partir en retraite, ça n'est pas donné à tout le monde. S'arrêter de travailler, OK, à 60 ou à 64 ans si et seulement si la retraite est à la hauteur, si elle permet d'avoir encore une vie. »



SOUAD G., 53 ANS, FEMME DE MÉNAGE

Souad naît au Maroc, près d'Agadir, il y a cinquante-trois ans. En 1983, alors qu'elle a 13 ans, ses parents la confient à sa sœur aînée. Après trois années dans un collège de Montreuil, elle entre dans la vie active, par nécessité, pour gagner de quoi. Sa sœur travaillant pour l'Efpa, Souad va s'inscrire auprès de cette agence aussi et, pendant quelques années, travailler de 6 heures à 9 heures et de 17 heures à 21 heures.

À l'âge de 25 ans, elle va postuler auprès de l'office HLM de Montreuil. Recrutée, elle nettoiera les parties communes, travaillant de 7 h 30 à 15 h 30. Le travail est dur : il fait froid dans ces escaliers, les ascenseurs peuvent être en panne – il faut alors monter les douze ou quinze étages en portant les seaux d'eau, les balais, les serpillières. Le corps est mis à rude épreuve, les épaules souffrent, le dos, les poignets... Un signe ne trompe pas : Souad a été embauchée en CDD pour suppléer les salariés arrêtés plusieurs mois par tel ou tel médecin.

Au bout de huit mois, l'office HLM lui fait une proposition – ils ont remarqué à quel point elle est consciencieuse : veut-elle faire le ménage au siège de l'office HLM, dans les bureaux ? Souad ac-

cepte et découvre alors un tout autre cadre : elle travaillera désormais « dans le propre ». De 7 heures à 10 heures et de 16 heures à 20 heures. Vivait-elle cette coupure méridienne comme une chance ? « Il faut considérer la situation des unes et des autres. Mes trois enfants sont adultes, cette pause me permet donc de souffler. Je sais que ma journée est loin d'être terminée, je sais que je suis mobilisée de 7 heures à 20 heures, mais enfin je peux souffler un peu. » Pour celles de ses collègues dont les enfants sont plus jeunes, cette pause n'en est pas une : puisqu'elles sont chez elles, les enfants n'iront pas à la cantine de l'école ou du collège, elles prépareront les repas, se retrouvant à nouveau mobilisées. « Dans ces conditions, ce n'est pas une pause. »

Dans les bureaux de l'office HLM, Souad s'occupe du troisième étage, soit vingt bureaux, chacun d'entre eux hébergeant deux ou trois salariés. Une cinquantaine de personnes, est-ce trop ? Souad ne se plaint pas de ses conditions de travail mais elle note que si le moral est bon, le corps, lui, est moins vaillant ; il y a trois ans, au tournant de la cinquantaine, l'arthrose s'est déclarée (elle me montre ses doigts). En fin de journée, les douleurs sont intenses, et l'hiver n'arrange rien. Elle doit donc se masser les mains, tous les soirs, avec un gel prescrit par le médecin. Sans ce soin quotidien, la douleur la réveillerait la nuit. En plus du Voltarène, Souad doit avaler tous les jours des comprimés de Doliprane contre les douleurs articulaires (hanches, genoux). La médecine du travail lui a également prescrit des chaussures orthopédiques (qu'elle me montre). Le CHSCT est de fait attentif à ce que lui rapportent les salariés. Le matériel évolue, de façon à pallier les difficultés, limiter la souffrance. Mais, conclut-elle, « si on écoutait son corps, on passerait notre temps à enquiller les arrêts maladie ». Ce genre de phrase offre deux prises : on peut saluer la volonté de Souad et s'en prendre à une époque incitant les salariés à ne pas écouter leur corps. Peut-être un monde existe-t-il où le travail n'exige pas le sacrifice des corps, mais ce n'est pas le nôtre, ce n'est pas notre monde.

Un jour de décembre, elle est interpellée par ses collègues des bureaux : « Souad, viens voir, t'es dans quelle tranche, selon la ré-

forme?» Aucun snobisme de la part de ces salariés ; la femme de ménage fait partie de l'équipe, ils ne l'ignorent pas et se soucient de son parcours de vie. Vaillante, consciencieuse, Souad pourrait ne pas se poser la question de sa retraite. Si elle ne va pas manifester, c'est qu'elle « ne peut pas laisser son travail ». Mais ses collègues ne parlent que de ça, reviennent tout le temps sur leurs calculs. Et ses propres enfants (28, 25 et 23 ans) lui en parlent aussi. S'ils sont en colère, c'est qu'ils se soucient de leur mère, dont ils voient le corps souffrir.

Souad vit depuis trente ans dans la même cité de Montreuil, et elle a vu les gens s'effondrer. Ne plus être capables d'enthousiasme. Se plaindre plus souvent qu'ils ne font la fête. Les loyers augmentent, le coût de la vie aussi. Dans les têtes, la fragilité et la précarité sont les gagnantes de ces dernières années. Elles ont fait table rase de tout. Souad a vu des gens pleurer au marché ou au supermarché. Quand ils constatent qu'ils ne vont pas pouvoir acheter ce dont ils ont besoin, ce qu'ils avaient l'habitude de prendre. Quand ils mesurent la dégringolade. Ils travaillent toujours avec le même cœur et pourtant ils peuvent de moins en moins. « Bientôt, on sera comme aux États-Unis. » Quand je lui demande de m'expliquer ce qu'elle entend par là, je comprends qu'elle veut dire : « On sera nus face à la dureté de la vie. Sans Sécurité sociale et sans mutuelle, c'est-à-dire sans protection face à la dureté du quotidien, et dans l'incapacité de payer même les dépenses de santé très ordinaires. » En écoutant Souad, mes souvenirs d'une année passée à San Francisco remontent à la surface : j'avais été sidéré de voir tous les jours des gens édentés, des quarantennaires marcher avec des cannes, etc. Autant de stigmates que la Sécurité sociale française aura gommés pendant longtemps – que chacun reste digne, et que la vie en vaille encore la peine.

« Mais, vous savez, des gens qui ne se soignent pas, ici en France, ça existe déjà. Beaucoup ne peuvent pas se payer une mutuelle, et sans mutuelle, certains soins deviennent inaccessibles. » Des gens qui en auraient besoin, qui ne seront pas capables de travailler jusqu'à 64 ans, Souad en connaît, et si cette réforme lui serre le cœur, c'est qu'elle pense aux employés de la voirie, qui manipulent des produits hypertextiques ou des engins terribles pour le corps (des marteaux

*« Est-ce qu'ils se
rendent compte qu'ils
parlent pour tout le
monde, ceux qui font
ces réformes ? »*

piqueurs, par exemple). Aux hommes qui montent des échafaudages, aussi. Aux éboueurs, qu'elle voit déplacer des conteneurs remplis, pesants, qu'il faut arriver à crocheter au camion-poubelle pour qu'ils soient soulevés par le vérin. Seront-ils encore capables de faire ce geste à 60 ans, à 62 ans, à 64 ans ? Elle sait que non.

« Est-ce qu'ils se rendent compte qu'ils parlent pour tout le monde, ceux qui font ces réformes ? » L'injustice est grande car ces travailleurs sont indispensables. Si elle ne faisait pas le ménage du troisième étage, très vite (au bout de deux ou trois jours), les salariés des bureaux qu'elle nettoie ne pourraient plus travailler. L'injustice est d'autant plus grande que cette réforme des retraites repoussera de plusieurs années le moment où Souad pourrait rentrer au Maroc, alors qu'en janvier dernier, après y avoir passé deux semaines auprès de ses parents, elle a pu constater qu'une partie de la population française passe l'hiver au soleil, dans des résidences secondaires dont ils jouissent, heureux, sans se soucier de savoir si les générations qui les suivent parviendront, elles, à profiter de leur retraite. Souad ne l'a pas dit, mais je l'ai entendue : elle travaille aujourd'hui pour que ces hommes et ces femmes puissent profiter du climat marocain, où il n'est pas certain qu'elle puisse finir ses jours, elle, si le travail devait l'achever plus tôt.



AHMED C., 41 ANS, PEINTRE EN BÂTIMENT

Né au Maroc, à Rabat, Ahmed est obligé d'interrompre ses études de comptabilité au début des années 2000 ; ni ses parents ni lui ne peuvent plus les financer. Désespéré par le blocage économique de son pays, il décide alors de tenter sa chance à Barcelone, où il restera deux ans. Il arrive en France en 2010, et s'installe à Montreuil, embauché dans le bâtiment pour des travaux de peinture.

La transmission des techniques par les collègues va d'emblée lui plaire, ainsi que les quelques formations décidées chaque année par ses patrons pour que l'entreprise soit en mesure de répondre à tel ou tel appel d'offres. Il découvre ainsi des métiers, et une dynamique : « On est toujours en train d'apprendre. »

Entre 2010 et 2023, Ahmed ne change que trois fois d'employeur. Travaillant depuis 2015 pour une entreprise montreuilloise, il a aujourd'hui près de vingt collègues. Ce métier il l'aime, de même que l'ambiance sur les chantiers. « On s'entraide, l'humanité elle est là. Et souvent c'est une vraie tour de Babel, l'immeuble qu'on refait. Et comme je parle l'arabe, le français, l'anglais et l'espagnol, souvent j'aide les autres à se comprendre. »

Une ombre au tableau : son patron remporte des chantiers qui peuvent se trouver dans le 77, le 78 ou le 93. Ahmed doit donc fréquemment partir de chez lui à 5 h 30, pour être à 8 heures à pied d'œuvre. Lorsque sa journée est terminée, à 17 heures, il doit encore rentrer chez lui. L'A86 étant perpétuellement encombrée, il mettra plus de deux heures, comme le matin, retrouvant son studio vers 19 h 30. À cette amplitude horaire – éprouvante en soi –, s'ajoute la dureté du travail : lorsqu'il intervient sur des bâtiments où un ascenseur de chantier n'aura pas été installé, Ahmed porte des sacs d'enduit de 25 kg, des bidons de peinture de 25 kg aussi, des paquets de carrelage qui pèsent entre 10 et 15 kg. Et quand il redescend, c'est en portant des sacs de gravats. Le squelette est mis à rude épreuve. « On monte chargé, on descend chargé. » Le dos souffre, les vertèbres aussi. La hernie discale menace.

Depuis plusieurs années, Ahmed vit avec des douleurs lancinante dans les bras qui l'obligent à dormir sur le dos exclusivement. « Des picotements qui donnent l'impression de piqûres, voire de décharges électriques. » Les collègues ne se portent pas mieux. Le carreleur de 55 ans ne supporte plus certaines positions ; lorsqu'il contraint son corps, il doit être aidé pour se relever. « Les corps sont complètement cassés, les arrêts maladie fréquents. » Mais Ahmed veut se faire comprendre : ces arrêts ne suffisent pas à évaluer la souffrance au travail ; ils constituent la partie émergée de l'iceberg, car nombre de collègues, ne pouvant se permettre de perdre la paie d'une journée (le jour de carence), viennent tout de même au travail, quitte à se mettre encore plus en danger. Et puis, les chefs de chantier savent que le boulot est dur, que les gars doivent donc faire attention à ne pas se blesser définitivement. Mais aussi, que le chantier doit être livré, ils le répètent tout le temps, augmentant la pression, poussant à ne pas faire attention. « Cas typique de double injonction : "Ne te mets pas en danger ! Magne-toi ! Travaille proprement." »

« On en voit certains commencer la journée avec, sur le visage, une fatigue de fin de journée. Ils sont accablés. J'ai 41 ans et je n'imagine pas continuer, je réfléchis à trouver un autre

*« On en voit
certains commencer
la journée avec,
sur le visage, une
fatigue de fin
de journée. »*

métier. J'aimerais bien devenir chauffeur de bus... La question du salaire entre aussi en ligne de compte car actuellement j'y laisse mon corps et pour seulement 1 500 euros. Je voudrais faire venir ma femme et nos enfants en France, mais, en ayant 700 euros de loyer, il ne nous resterait que 800 euros pour l'ensemble des frais fixes (l'assurance de l'appartement et de la voiture par exemple) et nos repas. » Ce que j'entends : l'organisation complète de la vie (des salaires trop bas, des loyers trop élevés, combinés à l'inflation actuelle) exclut qu'on puisse avoir une vie en dehors du travail. Pas même une vie familiale. Il faudrait être un robot, sans plaisir et sans désirs.

Pour Ahmed, la déception est grande. C'est le mot qu'il utilise, « déçu », et il surprend car il est sobre. En ne correspondant pas à un grand coup de gueule, il est encore plus incisif, ou plus poignant. « Les politiciens ne pensent pas à des gens comme nous. Ils inventent des réformes sans prendre en compte les gens qui n'arrivent pas entiers à la retraite. Ce n'est pas parce qu'on peut être député jusqu'à 75 ans que le reste du pays ne souffre pas

de conditions de travail et de vie très différentes. Ils ne sont pas capables de se représenter d'autres vies que la leur. »

S'il trouve cette réforme profondément injuste, si elle le blesse jusque dans ses espoirs, c'est en soulignant un paradoxe : les salariés les plus accablés, qui le seraient plus encore si la réforme était imposée, sont précisément ceux qui ne se font pas entendre : trop fatigués pour manifester, ils ne peuvent poser un jour de grève car ils n'ont pas l'argent qui leur permettrait de faire une croix sur une journée de salaire. Ils sont prisonniers des conditions faites à la vie par l'ordre libéral, qui les empêche de participer à l'élaboration d'un autre monde que celui dans lequel ils subissent.



CATHERINE S., 52 ANS, ASSISTANTE D'EXPLOITATION À LA RATP

C'est dans le cadre des contrats emploi solidarité que Catherine commence à travailler pour la RATP, en 1994. La régie est alors un fleuron des transports français. L'entreprise attire les jeunes qui savent qu'ils trouveront là des conditions de travail hors normes. Ils retiennent qu'ils pourront partir en retraite à 50 ans, par exemple. Qui ne serait pas séduit ? « Mais une fois le pied à l'étrier, on comprenait très rapidement le pourquoi de ce régime spécial : il compensait une pénibilité propre au métro. Travailler sous terre entraîne des troubles et des fragilités psychologiques que toutes les enquêtes de santé publique ont démontrés. » Nous sommes des plantes humaines, nous avons besoin de la lumière du jour pour grandir, vivre.

Très vite Catherine constate que nombre de collègues décèdent en n'ayant profité que quelques mois de leur retraite, ou deux ou trois ans. Comment comprendre cela ? Certaines raisons sont connues ou manifestes : « L'amiante est un problème connu ; les collègues atteints de cancers en savent quelque chose. » Et si l'amiante n'est pas à chaque fois incriminé, d'autres poussières en suspension peuvent l'être à sa place, soulevées par le passage des rames de métro : « Quand

on se mouche, c'est noir, et c'est consternant. Il y a obligatoirement dans cette poussière qui est partout des choses toxiques, pour nos bronches, nos poumons. » L'hygiène n'est pas un petit sujet : les rats et les souris sont plus nombreux que les collègues. D'autres raisons sont invisibles, et leur impact sera plus difficile à évaluer. S'ils n'expliquent évidemment pas les décès, les horaires imposés et les astreintes (lors des week-ends, lors des fêtes et des jours fériés) contribuent à une usure prématurée des corps.

La médecine du travail est attentive, elle connaît la réalité du terrain. Et elle n'est pas la seule à accompagner les salariés de la RATP. Créé en janvier 2000 à l'initiative de la RATP et de la GMF, l'Institut d'accompagnement psychologique et de ressources (IAPR) propose une aide aux agents traumatisés dans le cadre du travail. Ils sont en effet nombreux à devoir composer avec les suicides sur les voies, avec les voyageurs qui les agressent – notamment lors des contrôles – ou avec cette usure psychologique liée à la vie souterraine.

Bien entendu, il se trouvera toujours quelqu'un pour balayer ces arguments, et parler des privilèges des cheminots ou des agents de la RATP. C'est même un sport national. Il existe pourtant des indicateurs objectifs : la RATP ne parvient plus à recruter. C'est un signe indiscutable : le travail est dur, les horaires vous décalent, et on a supprimé tout ce qui avait été pensé pour compenser cette pénibilité : « Les dates des vacances sont imposées, les salaires sont plus bas que ceux de Carrefour, la mutuelle n'est plus intégrée, on ne part plus en retraite à 50 ni même à 52 ans, mais à 58 ans – si on ambitionne le taux plein. Les jeunes ne postulent plus, c'est un signe évident : les responsables politiques ont abîmé la RATP. »

« En ce qui me concerne, tout en étant mobilisée, j'évite de calculer à quel moment je pourrais partir. La déception est grande de voir cette date toujours s'éloigner de moi à mesure que je crois m'en rapprocher. Pendant quelques années j'ai pensé que ce serait 52, aujourd'hui c'est 58, on nous menace

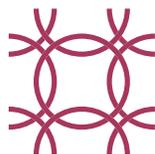
*« Je serai à la
retraite quand
ma fille n'aura plus
besoin de moi ?
Ça ne va pas. »*

maintenant de repousser cela encore... C'est parfaitement démoralisant. J'ai eu une fille pour laquelle j'ai travaillé de nuit de façon à gagner assez d'argent, ce qui nous a abîmées. Maintenant elle a 13 ans et le moment où je pourrais m'en occuper pleinement s'éloigne toujours. Je serai à la retraite quand ma fille n'aura plus besoin de moi ? Ça ne va pas, les responsables qui fixent ces caps politiques nous maltraitent profondément. Le travail ne peut pas être le but, le travail ne devrait être qu'un moyen. Or, ce que bousillent ces gens, c'est la possibilité d'un horizon. Travailler a du sens quand cela permet quelque chose d'autre que le travail – dans la journée (en travaillant moins de huit heures), dans la semaine (en ne travaillant pas cinq jours sur sept), ou dans le cours de la vie (en atteignant la retraite à un moment où notre organisme et notre cerveau sont encore capables de faire quelque chose du temps (libre) retrouvé). »

Les petits salaires ? « C'est une façon efficace de nous museler, de nous empêcher de participer à la vie du pays. Quand un jeune collègue gagne 1 600 euros, il ne peut pas perdre les 100 euros que lui coûtera une journée de grève. Ou s'il le fait une fois, il ne le refera pas le lendemain. On est étranglés. »

Quatorze années en station, quatre années en agence commerciale, et depuis 2010 assistante d'exploitation, en charge des contrôles et des annonces. Pour s'en sortir financièrement, Catherine multiplie les missions de nuit, embauchant à 23 heures pour terminer à 6 h 15. « C'est épuisant, désocialisant, mais c'est le seul moyen que nous ayons pour gagner un peu plus d'argent. Le travail n'est pas simple, il faut notamment aller au-devant des SDF qui dorment dans le métro. On est censés les en faire sortir, mais en hiver ce serait inhumain d'appliquer le règlement à la lettre. Alors on passe du temps avec eux, nous leur parlons – pour que le lien avec les actifs ou le reste de la société ne soit pas rompu. »

Les gens prennent soin les uns des autres. Il faudrait que le système, lui, ne soit pas maltraitant.



STÉPHANE R., 42 ANS, JARDINIER CHEF D'ÉQUIPE

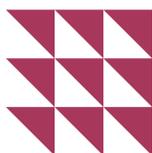
La trajectoire d'une vie se décide parfois sur un coup de volant ; collégien, Stéphane a d'abord voulu passer un CAP pour devenir mécanicien, par passion pour les sports automobiles, mais, la classe étant déjà remplie, il aurait fallu qu'il redouble sa troisième. L'adolescent était pressé d'entrer dans la vie active, et le jardin-école de Montreuil l'attirait. Il s'est donc inscrit à un CAP agricole et, deux années plus tard, il est sur le marché du travail. Regrette-t-il cette bifurcation initiale ? Pas le moins du monde. Il voulait un travail manuel, et c'est le cas. Puis, en tant que jardinier, il doit se servir d'outils supposant la même précision mécanique qu'un moteur de moto (certaines tronçonneuses, les taille-haies, etc.). Contrairement à ce qui se dit souvent, Stéphane ne voit pas d'opposition entre la mécanique et les espaces verts, entre la technique et la nature. Il n'a pas lu Henry David Thoreau, mais il conteste le fait qu'il faille opposer ces deux entités : « La technique permet les outils qui seront utiles à l'entretien des jardins et des parcs, qui nous soigneront, eux, du béton et des gaz. C'est une boucle. » Les deux métiers supposent qu'on soit attentif et précis, et c'est une source de satisfaction. Dans la création et l'entretien des jardins, des

parcs, des massifs, Stéphane voit aussi un surcroît de sens : il s'agit d'embellir l'environnement des habitants, de travailler à exhausser leur qualité de vie. Pour les yeux déjà, mais aussi pour les poumons – beaucoup de personnes viennent courir ou marcher dans le parc Montreau, par exemple. Comme beaucoup de collectivités, Montreuil a renoncé aux produits phytosanitaires, accusés (à raison) d'abîmer les sols et de poser des problèmes de santé publique. Les jardiniers de la collectivité doivent donc arracher manuellement les mauvaises herbes, mais elle était nécessaire, cette révolution ; comme tous ses collègues, ce chef d'équipe est convaincu que c'est le chemin à prendre, quoi qu'il en coûte sur le plan du travail. L'idée de service public vient aussi se nicher dans ce changement de paradigme : on n'est pas au service de la population si l'on se fiche d'empoisonner les gens ou de détruire ce patrimoine que sont les arbres, les sols, les nappes phréatiques. On pourrait presque parler de sacrifice de la part des agents. Car les corps souffrent. « Un de mes collègues a 56 ans, il est très sportif, il vient au travail à vélo. Malgré ça, il ne peut déjà plus se servir de la scie à perche, qui fait travailler les bras et les épaules d'une façon qui le fait trop souffrir. Un autre est en arrêt pour longue maladie, et cet arrêt est sur le point d'être transformé en préretraite. Il était fier de son travail dans les jardins, il a presque honte de terminer sa carrière comme ça. » « Une opticienne était interrogée par un journaliste du J.T. Elle disait que la perspective de travailler jusqu'à 64 ans ne lui posait pas de problème. C'est une blague ! Elle déplace des montures de lunettes qui pèsent quoi ? 50 grammes ? Elle ne risque aucune tendinite, elle travaille dans un environnement feutré. En étant jardiniers, nous sommes souvent à genoux, nous transportons de la terre et des plantes ou des arbres qui peuvent peser des dizaines de kilos, nous manipulons des tronçonneuses ou des taille-haies qui peuvent eux aussi nous démantibuler (depuis les poignets et le canal carpien jusqu'aux tendons, aux ligaments, aux muscles). En étant toute la journée dans la rue, sur des places, dans des squares, nous respirons les gaz d'échappement des voitures et de nos outils qui fonctionnent à l'essence. Tout cela mis bout à bout revient à se tuer à la tâche. Beaucoup de collègues dé-

*« Je fais beaucoup
de sport (...) pour que
mon corps soit
encore capable »*

cèdent à l'âge de la retraite, ou quelques mois après avoir atteint leur compte de trimestres. J'ai 42 ans, j'ai déjà été arrêté deux semaines pour une tendinite. Ce n'est pas grand-chose, mais si le corps commence à se signaler comme ça, dans les parages de la quarantaine, dans quel état sera-t-il autour de la soixantaine ? Si une douleur apparaît, très vite elle s'installe, elle est chez elle. Ce n'est pas comme se casser une jambe, nos douleurs sont chroniques, on ne s'en remet jamais vraiment, on est obligés de composer avec. Je fais beaucoup de sport. Au début c'était par passion, et puis j'ai dit, il y a quelque temps, que c'était pour "m'entretenir". En utilisant ce verbe, je me suis rendu compte que je faisais ça pour assurer au travail, pour que mon corps soit encore capable de se pencher, de se plier, de porter à bout de bras le taille-haie. » Insidieusement, le travail est devenu l'horizon, il n'est plus un moyen, ce qui rendra possible la vie ; il dévore tout ce qui n'est pas lui. Quels freins à cette pression-là ? Prendre en compte certains paramètres qui sont à la fois symboliques et concrets. Stéphane est né à Montreuil et, quelques années plus tard, il se retrouve à concevoir les massifs de fleurs qui ornent l'entrée de son ancienne école primaire. Il regarde les enfants, il aurait pu être l'un d'entre eux. Son grand-père était proche d'un ancien maire, « il aurait été heureux de me savoir employé par la mairie ». Cette inscription dans le temps long d'une histoire familiale et dans le temps long de sa propre vie est précieuse aux yeux du jardinier.

Les saisons passent, elles, la nature change de visage quatre fois par an. Cette inscription dans un temps long fait à Stéphane une colonne vertébrale pérenne. Avec ce lien aux personnes pour lesquelles on œuvre, les gestes qu'on fait ont plus de sens. La mobilité qu'exigent les néolibéraux n'est qu'une maltraitance de plus – ils prétendent déplacer les salariés comme des pions, il faut aller où il y a du travail et peu importe ce qu'on a construit à tel ou tel endroit. L'idéologie néolibérale prétend prendre en compte la « valeur travail » alors qu'elle retire au travail l'ensemble de ses justifications, tout ce qui lui donne du sens et peut rendre fier. « Recevoir les compliments des passants, ça n'a pas de prix ; quand ils nous remercient pour la beauté des parterres de fleurs qu'on travaille comme des mosaïques, je suis vraiment ému. »



KARIM B., 55 ANS, RIPPEUR

« Rippeur, du verbe “ripper” (évacuer), désigne familièrement une personne chargée d'évacuer des marchandises. Le terme peut donc désigner un déménageur, un éboueur, voire un transporteur », m'apprend le dictionnaire. Ce métier, Karim ne l'exerce que depuis six ans, pour Est Ensemble, la communauté de communes regroupant Bagnole, Bobigny, Bondy, Le Pré-Saint-Gervais, Les Lilas, Montreuil, Noisy-le-Sec, Pantin, Romainville. Pâtissier à l'âge de 20 ans, il décide de chercher un autre métier au bout de deux ans, épuisé par les cadences irrégulières (parce qu'il y a moins de travail en été, les employeurs déplacent sur l'hiver un très grand nombre d'heures, notamment autour des fêtes de fin d'année, évidemment, ainsi que de l'Épiphanie et de Pâques. « Il faut charbonner ! » Dans l'incons-cient collectif, la pâtisserie renvoie au sucre et à la crème, c'est un monde coloré, gourmand. On ne l'associe pas aux mines de charbon. Mais souvent, la langue est plus bavarde que nous ne le sommes. Ici, l'expression dit quelque chose. Entendue plus d'une fois par Karim, elle dit les cadences épuisantes, le réveil que l'on programme pour voyager avec le premier métro (celui de 5 h 45), et les retours à minuit, souvent.

Karim va donc devenir Compagnon du devoir. On sait la rigueur qu'il faut, le sérieux exigé par ce mouvement. Quand il renonce à la pâtisserie, Karim n'est donc pas un paresseux ou une petite nature. Puisqu'il est capable de se tourner vers les métiers du bâtiment et les Compagnons du devoir, c'est bien que les conditions de travail, en pâtisserie, sont anormales.

Au fil des années, Karim va travailler sur différents types de chantier : chez des particuliers, pour des bâtiments publics, pour le cinéma et la télévision. « J'apprends à faire des décors et des trompe-l'œil. C'est ce qui me plaira le plus : les faux marbres, les faux bois... » À cette palette qui suppose un savoir-faire, une expertise, s'ajoute – et l'on bascule dans des choses moins positives – la pression liée aux chantiers. Le patron s'est engagé à livrer le travail à telle date, il faut travailler vite, sans être moins précautionneux. Souvent sur un escabeau, le corps apprend l'instabilité, le déséquilibre. Sous cette menace, les muscles sont crispés, toujours en alerte. Le corps compense en permanence. Pour tenir ces risques et cette fatigue, le bâtiment (et d'autres métiers) ont besoin de corps en bon état. Plus Karim vieillit, plus il constate que le patron embauche des jeunes, principalement. Il n'a pas vu partir ses collègues du même âge que lui, mais le fait est là, ils sont partis à un moment ou à un autre.

Karim ne tire pas une fierté particulière du fait d'avoir tenu plus longtemps que certains d'entre eux car il se doutait que le coupe-ret finirait par avoir sa propre tête. Et, de fait, alors qu'il a 47 ans, les patrons le sollicitent de moins en moins. Commence pour lui une période de chômage qui va durer jusqu'au-delà des droits. Ses trois enfants sont alors adolescents, Karim n'est plus en mesure de « payer les factures » de la famille. Le chômage fait des ravages sur le plan mental, le couple divorce.

Le RSA étant géré par la communauté de communes, Karim est repéré. Il se trouve que le peintre a passé son permis poids lourd lorsqu'il était en Allemagne pour accomplir son service militaire, et un permis poids lourd, ça ne court pas les rues. On va donc lui proposer de candidater pour devenir rippeur – ce qui revient à

courir les rues. Cela fait désormais six ans qu'il peut à nouveau « payer les factures », assumer sa part. L'homme a relevé la tête.

Lorsqu'il commence, en 2017, la pénibilité n'est pas un sujet – bien trop heureux de retrouver du travail. Mais il va vite se demander pourquoi ses collègues sont cassés comme ils le sont. « Ils font semblant ou quoi ? ! » La réponse viendra très rapidement : affecté au traitement des corbeilles de rues, Karim fait équipe avec un collègue. À eux deux, ils vidant et remplacent 250 poubelles. Karim étant le seul des deux à avoir son permis poids lourd, ils ne peuvent alterner. De sorte que, chaque jour, l'un et l'autre descendent et remontent 250 fois du camion. Certes, ils ne concurrencent pas les 10 tonnes journalières de leurs collègues en charge des ordures ménagères, ni les 2 tonnes des dépôts sauvages ou des encombrants, mais la répétition des mêmes gestes (non pas 10 ou 12 fois mais 250 dans la journée) entérine la pénibilité de ce travail. Le corps lâche, cassé. Très facilement. « Une responsable est venue nous suivre sur une journée à la fin de laquelle elle a reconnu que le travail est éprouvant. Cela sans qu'elle ait touché aux poubelles, évidemment, et en ne revenant pas le lendemain, alors que c'est la répétition qui est éprouvante... »

Les arrêts maladie sont-ils nombreux ? « Oui et non, car beaucoup d'entre nous ne peuvent pas se permettre de perdre une journée de salaire (la journée de carence, qui est à la charge des salariés, quand ils sont arrêtés par un médecin). » Au sein de l'équipe, quand ça arrive, on essaie alors de prendre une partie de la charge de travail de la personne souffrante, pour lui éviter les gestes douloureux, si elle a une tendinite, par exemple, ou si le tendon de l'épaule vient à craquer, déchiré. « On subit ces douleurs et ces arrêts maladie que les administratifs réussissent à nous reprocher car ils n'ont pas du tout conscience de la dureté du travail. Reprocher à quelqu'un ses blessures ou ses fractures, c'est tout de même fou, non ? »

Malgré les enquêtes concernant les arrêts maladie et les risques socioprofessionnels, les responsables politiques sont

*« Quelle société
dessinent les élus
s'ils ne laissent pas
aux gens le soin de
se soigner ? »*

revenus sur certaines compensations. Neuf jours s'ajoutaient auparavant aux cinq semaines de congés payés ? Ils les suppriment. Ou s'ils ne les suppriment pas, ils les décomptent en cas d'arrêt maladie, ce qui revient au même. La sonnette d'alarme s'est déclenchée (les arrêts maladie), mais ils décident que ce n'est pas un signal fiable. La pénibilité justifiait ces neuf jours supplémentaires, les élus décident que cette compensation n'a pas lieu d'être.

Cette absence de reconnaissance est douloureuse. Les éboueurs appartiennent au même ensemble que les personnels de santé et les enseignants : sans eux, le pays ne fonctionne plus. « Quelle société dessinent les élus, s'ils ne laissent pas aux gens le soin de se soigner ? » Car les gens normaux ne s'y trompent pas. « Depuis le Covid, me dit Karim, les passants nous saluent plus facilement, ou ils nous remercient. Ça fait chaud au cœur. »



SOPHIE X., 54 ANS, ASSISTANTE MATERNELLE

En observant sa mère travailler avec cœur, l'idée d'une reconversion commencera à faire son chemin dans la tête de Sophie¹. La comptabilité ne lui plaisant pas, pourquoi ne pas suivre l'exemple de sa mère et devenir assistante maternelle à son tour ? La naissance de son premier enfant va accélérer la décision car, en travaillant en intérim et en ayant parfois beaucoup de transports, Sophie va constater qu'elle n'est pas disponible pour son bébé. Elle va donc passer l'agrément et travailler dans un premier temps au sein d'une crèche réservée aux enfants du personnel hospitalier. À la recherche de conditions de travail plus épanouissantes, elle changera de structure quelque temps plus tard, intégrant une crèche familiale comptant une vingtaine d'assistantes maternelles qui passent toutes une journée sur place et le reste de la semaine chez elles, avec – dans le cas de Sophie – les trois enfants dont elle s'occupe. De 7 h 45 à 17 h 30.

« Ce qui me motive ? Les tout-petits vivent des choses décisives sur le plan des apprentissages, sur le plan des émotions aussi. C'est une période charnière de la vie. Si on ne se met pas

à leur niveau, on passe à côté de tout. Puis il y a un autre aspect : les enfants des années 1990 ne sont pas ceux des années 2020. D'année en année, je m'implique de façon différente dans ce travail. Ce qui ne change pas : je suis responsable des enfants qu'on me confie. Tant sur le plan physique (je ne dois pas les rendre cassés) que sur le plan mental (je dois être enveloppante, la dureté du monde des adultes ne doit pas les atteindre – ils y seront confrontés bien assez tôt). »

Cette implication ou cette exigence a un revers : il n'est pas simple de voir un enfant partir quand on s'en est occupé pendant trois ans. Le moment est d'autant plus difficile à négocier que Sophie doit rencontrer de nouvelles familles pour « remplacer » l'enfant sur le départ, rendez-vous qui sont autant d'entretiens d'embauche, avec le stress qu'on imagine. Mais par « charge mentale » l'assistante maternelle désigne aussi le type de lien qu'elle noue avec les parents ; la confiance doit être totale – autrement ils ne lui laisseraient pas leur enfant. C'est un lien sans nuance, sans zone grise –, c'est en tout cas ce qu'elle ressent. « La moindre anicroche détruirait la totalité de cette confiance. C'est éprouvant. »

Sophie insiste beaucoup sur la vigilance dont elle doit faire preuve. Être ainsi sollicitée par son métier est source de satisfactions – on ne survole pas les choses, on les vit pleinement –, mais c'est aussi ce qui explique la fatigue mentale ou intellectuelle qu'elle peut parfois ressentir. Elle sait que cette vigilance n'est pas à la portée de tout le monde ; les années passent, l'attention s'émousse. Pour Sophie c'est une inquiétude, et l'argument qu'elle met en avant quand elle explique en quoi la réforme voulue par le gouvernement ne lui convient pas ; elle dit préférer perdre des revenus en prenant sa retraite avant l'heure plutôt que courir le risque de travailler en étant moins vigilante peut-être. (L'assistante maternelle ne dit pas cela à la légère, ayant encore deux enfants à charge. « M'arrêter en n'ayant pas mon compte de trimestres me ferait basculer dans une économie de survie, je n'aurais plus aucune marge de manœuvre... Mais je préférerais cela au fait d'être moins fiable. »)

*« Tiens, pourquoi
ai-je mal au
poignet, au dos ?
Ah j'ai compris : j'ai
repris le travail. »*

Quand la vie professionnelle ne se compte plus en années mais en décennies, être assistante maternelle suppose aussi qu'on fasse l'effort de continuer à raisonner en harmonie avec les jeunes couples qui se présentent, qui peuvent avoir l'âge de ses enfants. Cet effort est un effort heureux, cela revient à rester jeune, mentalement, mais c'est aussi un combat – notre vision du monde a parfois l'âge de nos artères.

C'est aussi que le corps se signale, il commence à faire parler de lui. Depuis trois ou quatre ans, certaines douleurs sont le lot quotidien de l'assistante maternelle. Et quand elle reprend le travail après une semaine de vacances, elles se signalent à Sophie dès le lundi soir. « Tiens, pourquoi ai-je mal au poignet, au dos ? Ah j'ai compris : j'ai repris le travail. » Elle a déjà été arrêtée un mois du fait de ces douleurs. « À la différence d'un employé de bureau qui peut aller travailler en ayant de la fièvre, ou une tendinite, je dois être à 100 % physiquement pour être en mesure de protéger les enfants en cas de souci. Il ne s'agit pas d'un mémo à rédiger, mais d'une petite vie humaine à protéger. »

Être assistante maternelle revient aussi à occuper un poste d'observation privilégié : les évolutions sociétales sont mesu-

rables. Entre les premières familles dont elle gardait les enfants, il y a trente ans, et celles dont elle s'occupe aujourd'hui, il y a un monde. Montreuil s'est gentrifiée, une partie de la ville vit mieux que l'autre. Sophie appuie cette description avec un chiffre – national cette fois : l'espérance de vie des 5 % de Français les plus riches est de treize années plus élevée que celle des 5 % de Français les plus pauvres. Les corps des pauvres, accablés, craquent treize ans plus tôt que les corps des gens qui sont à l'aise. Ce qu'elle entend régulièrement, depuis quelque temps : « On ne fera pas d'enfants. » Dans le contexte économique actuel, étant donné la crise climatique, ce serait une grosse prise de risque (pour certains couples, et l'enfant auquel ils renoncent). Si Sophie n'augmente pas ses tarifs, c'est par solidarité, parce qu'elle sait les familles prises à la gorge. Mais en demandant chaque année le même taux horaire, c'est elle qui le sera, très rapidement...

Ce métier est également un bon poste d'observation de la démocratie, ou à tout le moins des mesures qui tombent d'en haut sur une population désarmée : « Au moment du Covid, les crèches ont fermé et on nous a demandé de passer de trois à six enfants, chez nous. Devenu impossible au sein de nos crèches, l'accueil des enfants devenait bizarrement possible dans nos appartements. C'est étrange, non ? Vraiment, ne me lancez pas sur ce sujet ; ils me font peur les gens du gouvernement. »

¹ Le prénom a été modifié.

L'AUTEUR

Né en 1975, Arno Bertina est à ce jour l'auteur d'une douzaine de romans, parmi lesquels le *Dehors ou la migration des truites* (Actes Sud 2001) ; *Anima Motrix* (Verticales 2006) et *Des châteaux qui brûlent* (Verticales 2017 ; Folio 2019), qui a été adapté au cinéma comme au théâtre. En mars 2020, les éditions Verticales ont publié *l'Âge de la première passe*, long récit documentaire sur un travail mené au Congo, en compagnie de filles des rues. Et, en octobre 2021, a paru *Ceux qui trop supportent*, ouvrage dans lequel il chronique le combat d'ouvriers désireux de sauver l'usine qui les emploie, en Creuse. Arno Bertina a également adapté différents chefs-d'œuvre pour France Culture, dont *Au-dessous du volcan*, de Malcolm Lowry, et *les Démons* de Fédor Dostoïevski (avec Oliver Rohe). Il a aussi été pensionnaire à la villa Médicis, à Rome, en 2004-2005.

Imprimé par le
Groupe des imprimeries
Morault (60) sur du papier produit
en Autriche certifié PEFC
Composé en Refrigerator Deluxe,
Providence sans pro et Glosa
Réalisé par H Communication
Dépôt légal Mars 2023



À l'heure du débat sur la nouvelle loi d'affaiblissement de notre système de retraite, ils sont dix, femmes et hommes, travailleuses et travailleurs, ouvriers ou artisans – dix indispensables – à avoir accepté de s'exprimer ici sous la plume d'Arno Bertina.

Leurs parcours individuels ont le goût de l'universel. Tendez l'oreille car, à travers leurs témoignages, s'expriment bien davantage de possibilités de changement profond que nous ne le pensons aujourd'hui. Comme la possibilité d'un horizon. Les Ateliers pour le climat et la justice sociale, lancés en janvier 2023 à Montreuil (Seine-Saint-Denis) par Patrice Bessac, se fixent pour but de faire face aux peurs et aux impossibilités qui gouvernent nos imaginaires politiques pour dégager les chemins de transformation nécessaires. Ce sont des ateliers pour reprendre langue avec l'espoir, avec l'imagination, avec la possibilité que la politique soit l'expression authentique de la liberté humaine.

Ces ateliers sont un lieu politique d'échanges et de construction fondé sur la conviction que les solidarités humaines, le respect et la préservation du vivant sont les seules conditions à même de garantir à l'espèce humaine la possibilité de son avenir : climat et justice sociale.